



Organisation
internationale
du Travail



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Le partenariat Banque africaine de développement et l'OIT

► Juin 2023

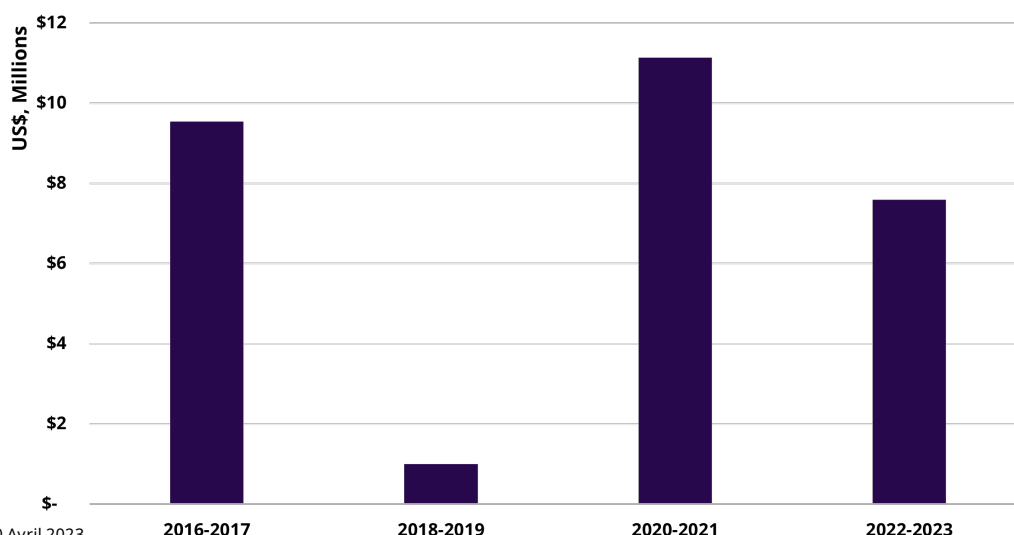
La Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont chacune leurs missions et mandats spécifiques mais elles travaillent ensemble à promouvoir une croissance économique inclusive et durable, un emploi et un travail décent pour tous.

► La Banque africaine de développement et l'OIT

La BAD et l'OIT améliorent la coopération en matière de développement des compétences, de création d'emplois décents pour la jeunesse, de migration et de mobilité de la main d'œuvre, mais aussi l'avenir du travail en Afrique, et poursuivent leurs efforts communs pour aider les pays africains à tirer parti du dividende démographique du continent. Elles soutiennent aussi les interventions dédiées à un développement efficace des compétences et à la formation tout au long de la vie, et appuient les petites et moyennes entreprises (PME), et s'attaquent au problème du chômage et du sous-emploi des jeunes. Les deux institutions encouragent les mesures et les outils qui intègrent pleinement la création d'emplois dans les plans nationaux et les politiques nationales de développement. La BAD et l'OIT soutiennent également le travail décent dans les économies rurales, la transformation des zones rurales en zones d'opportunités et de développement durable.

La BAD et l'OIT promeuvent les interventions favorables au développement des compétences, à la formation tout au long de la vie, à l'avenir du travail et à des transitions numériques et vertes paisibles. Ces dispositifs sont fondés sur une gouvernance tripartite forte qui garantit leur pertinence en termes de marché. Leurs mécanismes de mise en place sont efficaces et, toutes les fois possibles, liés à d'autres services et modes de transfert. A titre d'exemple, en 2022, la BAD et les experts du BIT ont élaboré conjointement un système de marqueurs d'emplois - une innovation mondiale au niveau des institutions financières internationales - en adoptant une solution globale, harmonisée et intégrée visant à évaluer, surveiller et rendre compte des résultats en matière d'emploi. L'objectif de cet ambitieux projet conjoint est de doter la BAD de systèmes et de processus institutionnalisés permettant de tenir systématiquement compte de l'emploi et de faire en sorte que l'ensemble de ses opérations d'investissement aient le plus grand impact possible sur l'emploi.

Contributions financières de la BAD aux programmes de l'OIT pour la coopération au développement



¹ Données au 30 Avril 2023

QUELQUES ACTIONS DE L'OIT FINANCEES PAR LA BAD

► Zimbabwe : Projet pour l'autonomisation des femmes et des jeunes (E4WAY)



Sur la base des résultats obtenus dans le cadre du projet YWEP (projet pour l'autonomisation des jeunes et des femmes), l'OIT met en œuvre deux projets

complémentaires bénéficiant du financement de la BAD: le projet SEDWAY (projet de développement durable pour les femmes et les jeunes) et le projet BG4YE (projet de développement des entreprises pour les jeunes entrepreneurs). Le projet SEDWAY vise à donner des moyens économiques aux jeunes et aux femmes du secteur agricole et du secteur minier artisanal en situation de vulnérabilité économique. Dans le but de révéler le potentiel des jeunes et des femmes, le projet cherche à combler leurs lacunes en termes de capacités. Il promeut la mise en place d'un environnement propice nécessaire pour stimuler la création de valeur ajoutée au long des chaînes de valeur cibles afin de favoriser la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes. Le projet BG4YE est également destiné à des jeunes entreprises à fort potentiel de croissance ainsi qu'à leurs

travailleurs pour renforcer leurs capacités à rechercher des opportunités économiques rentables sur les chaînes de valeur de l'entreprise pivot bénéficiaire des projets YWEP et SEDWAY ainsi que dans la création de valeur ajoutée au sein des industries manufacturières légères et agro-alimentaire, l'objectif étant de créer davantage d'opportunités d'emploi pour les jeunes femmes et les jeunes hommes dans les centres SEDWAY existants.

Les projets ont permis de dispenser une formation technique à plus de 800 jeunes dans cinq établissements d'EFTP dans le cadre du programme de sensibilisation aux compétences communautaires, ainsi qu'à 360 horticulteurs du district de Mutoko. De plus, la construction du Safe Market, en collaboration avec le conseil municipal de Masvingo, a permis de créer 21 emplois dans le domaine de la construction. En partenariat avec le ministère des Mines et du Développement minier, les projets ont également contribué à l'élaboration de la politique de développement minier, de la stratégie d'enrichissement des minerais et de création de valeur ajoutée et de la stratégie minière artisanale et à petite échelle.

► Cameroun: L'approche HIMO au service de l'employabilité des jeunes et de la création d'emplois décents

Le projet favorise l'employabilité des jeunes au moyen d'investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) afin de créer des emplois pour les jeunes dans le cadre du programme d'appui au secteur des transports (phase III), qui comprend la construction d'une route nationale. Lancé en novembre 2022, le projet devrait permettre d'obtenir les résultats suivants: i) formation de 2 500 jeunes dans les différents métiers des Travaux publics, ii) formation de 20 cadres de petites et moyennes entreprises (PME) et de 200 membres des Comités des routes communales (CRC) à la construction et à l'entretien des routes de desserte rurales et à la valorisation des chaînes de valeur dans l'agriculture, et iii) création de 400 emplois directs et de 750 emplois indirects.

Le lancement du projet par le représentant du gouverneur a eu lieu en présence des 17 représentants des communes concernées par la construction de la route (maires, agents communaux de développement et agents de développement agricole). Le séminaire de lancement a été l'occasion de former les principaux acteurs à l'approche HIMO et de faire connaître la politique de l'OIT sur les chaînes de valeur dans l'agriculture ainsi que d'identifier les infrastructures communales à réhabiliter et les chaînes de valeur régionales à promouvoir.

► Guinée équatoriale: Améliorer l'employabilité et la qualité des emplois dans le secteur de la pêche

L'OIT fournit une assistance technique pour améliorer l'employabilité des travailleurs et la qualité des emplois dans le secteur de la pêche dans le cadre du projet d'appui au développement des chaînes de valeur dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (PASPA) de la BAD. L'OIT met en œuvre la deuxième composante (renforcement des capacités des parties prenantes dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture) afin de:

- Améliorer l'offre de formation des centres de formation pour constituer une main-d'œuvre nationale qualifiée propre à attirer les investissements et à améliorer la productivité des entreprises;
- Améliorer l'offre de services des ministères des principaux secteurs et favoriser l'émergence d'un secteur privé national performant capable de créer des possibilités d'emplois décents et durables;
- Soutenir la structuration du secteur de la pêche moyennant l'organisation des acteurs, notamment les coopératives;
- Faciliter la mise en place d'un mécanisme intégré pour améliorer la production d'informations concernant le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

En mai 2023, plus de 1000 personnes de divers secteurs avaient été formés à la méthodologie « [Gérez mieux votre entreprise](#) » (GERME), y compris les modules « [Trouvez votre idée d'entreprise](#) » (TRIE) et « [Créez votre entreprise](#) » (CREE). Le projet PASPA a également recensé les forces et les faiblesses des secteurs de la pêche dans le cadre d'une étude STED ainsi que les nouvelles compétences et les nouveaux emplois nécessaires dans le secteur. Avec ces activités, le projet a contribué à mettre en œuvre un système d'information complet pour la collecte, le traitement et l'analyse des informations relatives à la pêche et à l'aquaculture.

► Soutien à l'emploi des jeunes en Afrique par le renforcement des capacités dans le cadre des projets de la BAD

La BAD et l'OIT travaillent actuellement de concert pour élaborer un système de marqueurs d'emplois innovant afin que la BAD tienne systématiquement compte de l'impact sur l'emploi dans ses investissements futurs. Bien que les marqueurs d'emplois aient été initialement envisagés comme un outil interne de la Banque s'appliquant à ses opérations souveraines, il constitue désormais un système complet pouvant s'appliquer à tous ses instruments financiers.

Un atelier organisé en mars 2023 a permis aux experts de l'OIT et de la BAD d'échanger au sujet des fonctionnalités du système de marqueurs d'emplois, qu'ils achèveront ensemble et qui fera l'objet d'un test pilote en 2023.

► Soudan: Plateformes durables de protection sociale dans le Kordofan du Nord et le Nil Blanc



Le projet BCISD (projet de renforcement des capacités pour une prestation de services ouverte à tous), mis en œuvre en coopération avec le ministère du Développement social du Soudan,

est financé par la BAD. Il est composé de trois volets, dont l'un est mis en œuvre par l'OIT. L'OIT soutient les économies locales en adaptant la méthodologie dite de

[«formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales» \(TREE\)](#) afin de diversifier l'économie soudanaise et d'améliorer les perspectives d'emploi. Ce projet vise à accroître les revenus des vendeurs et producteurs locaux, à mieux satisfaire la demande de produits et services pour les consommateurs et à accroître l'accès à des possibilités de travail décent pour les travailleurs.

Le projet BCISD comporte une stratégie intégrée pour la promotion de l'entrepreneuriat et la génération de revenus, la formation professionnelle et les

initiatives en matière d'apprentissage, qui s'appuie sur une approche axée sur la coordination, les synergies et la complémentarité. Celle-ci s'est par exemple traduite par le soutien au secteur de l'EFTP et aux parties prenantes moyennant une évaluation du marché et des enquêtes de profilage dans les communautés visées, par l'adoption et la mise en œuvre de meilleures conditions d'apprentissage et par une aide à la conception de cours de formation professionnelle sur mesure. Ainsi, ce projet a permis de former 3000 femmes et hommes des communautés rurales depuis ses débuts.

Grâce à son approche intégrée, le projet BCISD a également promu l'emploi par la création et le développement d'entreprises et d'associations de petits et micro entrepreneurs potentiels, qui a touché 3615 personnes en 2022-2023. Ces efforts ont également inclus le renforcement des capacités des prestataires de services locaux, du réseau de formateurs locaux sur les outils de développement des entreprises ainsi que du ministère du Développement social sur l'utilisation de la méthodologie TREE. Plus de 2009 bénéficiaires issus de 48 communautés rurales ont également bénéficié d'activités de sensibilisation sur les considérations de genre, les apprentissages, l'environnement, les petites entreprises, la sécurité sociale et l'économie rurale.

► République démocratique du Congo, soutien à l'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)

En 2022-2023, le projet PEJAB a entrepris un audit de genre en appliquant la méthodologie Check-FE à huit incubateurs de projet et bénéficiaires de l'assistance technique du BIT. Cette auto-évaluation mesure les résultats des services d'appui au développement d'une entreprise en termes d'égalité hommes-femmes. Le projet a également proposé un accompagnement personnalisé à 16 formateurs GERME des incubateurs, dont 14 ont reçu une certification. Dans le cadre de l'accompagnement personnalisé, 175 des agripreneurs participant au projet ont été formés au module CREE de la méthodologie GERME, tandis que 20 experts techniques ont été formés à l'utilisation des outils [ThinkCoop](#), [StartCoop](#) et [MyCoop](#) de l'OIT et 18 experts

techniques supplémentaires ont suivi la formation pour la méthodologie TREE.

Les activités des incubateurs ont permis de fournir une assistance technique à une première cohorte de 560 jeunes agripreneurs répartis dans sept incubateurs. En mai 2023, ces jeunes agripreneurs ont terminé leur formation technique et managériale et mettent leurs plans d'affaire sous leur forme finale avant de les soumettre à la Banque (un partenaire du projet PEJAB) en vue d'obtenir un financement pour leurs entreprises. Pendant ce temps, la deuxième cohorte de 560 autres jeunes agripreneurs est intégrée à ces incubateurs.

► Gabon: Soutenir l'amélioration des formations professionnelles agricoles et l'entrepreneuriat rural

En 2022-2023, le projet a appliqué la méthodologie des compétences professionnelles pour le commerce et la diversification économique (STED) dans le secteur agricole et une étude STED a été menée afin de recenser les compétences nécessaires dans le secteur agricole. Il a également permis d'organiser un atelier technique STED, d'analyser, d'examiner et de valider la stratégie nationale de formation professionnelle en agriculture, et de développer les capacités de 30 mandants tripartites sur la méthodologie STED.

En outre, le projet a fourni une assistance technique et un renforcement des capacités à l'École nationale de développement rural (ENDR), y compris l'élaboration d'un nouveau programme et l'établissement du plan de développement stratégique de l'école. Cet appui comprenait

également la mise en place d'un réseau de praticiens GERME au Gabon (le premier en Afrique centrale); la formation de 16 enseignants à la méthodologie de formation juridique continue (CLE) de l'OIT; la formation et l'accompagnement personnalisé de 16 enseignants sur la méthodologie GERME; ainsi que le suivi de 48 jeunes pour l'élaboration de plans d'affaires.

Le projet a également renforcé les capacités de 21 conseillers agricoles, avec une formation sur les outils d'entrepreneuriat GERME de l'OIT et ses outils de développement coopératif. Sur la base de ces résultats, le projet applique la méthodologie TREE dans six provinces et contribue au développement des compétences entrepreneuriales de 500 jeunes en vue de l'élaboration de leurs plans d'affaires.



► Coopération entre le Centre international de formation de l'OIT et la Banque africaine de développement

Le Centre international de formation (CIF) de l'OIT collabore avec la BAD pour offrir au personnel de la BAD des programmes sur mesure de formation et de développement en entreprise, dans des domaines d'expertise spécifiques.

Le programme de Renforcement des capacités pour l'emploi des jeunes a combiné des approches d'apprentissage en présentiel et à distance, et mené une série de cours de formation ciblés visant à promouvoir le développement des politiques d'emploi des jeunes et à mesurer et évaluer les résultats sur l'emploi des jeunes dans les programmes et les projets de la BAD. Plus de 200 agents, gestionnaires des tâches et économistes de pays ont suivi ce programme, qui s'est achevé en 2019. Un programme de formation aux achats destiné au personnel de la BAD a également été dispensé sous une forme mixte imbriquant enseignement à distance et modules en présentiel (en anglais et en français), pour lequel 82 personnes ont obtenu leur certificat de participation.

En 2019-2021, plus de 20 agents de la BAD se sont inscrits à des cours de CIF en libre accès pour progresser sur leur parcours individuel d'apprentissage dans des domaines tels que la supervision et l'évaluation ou la conception de projets et les achats durables. Parmi les autres domaines de formation sélectionnés, on peut citer les programmes « Impact Insurance » ; Économie du travail appliquée pour le développement (programme Masters) ; Politiques et pratiques de formalisation des entreprises et productivité des PME.

En 2022, le CIF dispensera un cours à distance spécialement conçu pour les participants désignés par la BAD, sur le thème de l'Engagement du secteur privé pour les moyens de subsistance et les opportunités d'emploi des groupes vulnérables dans les situations de fragilité, de conflit et d'urgence.

► Contact

Organisation internationale du Travail
4, Route des Morillons
CH-1211 Genève-22 - Suisse

T: +41 22 799 7370
E: partnerships@ilo.org
ilo.org/partnerships

Département Partenariats multilatéraux
et coopération pour le développement